

Cote du document:	<u>EB 2017/122/R.27/Add.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>6 e) v)</u>
Date:	<u>8 décembre 2017</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Investir dans les populations rurales

République d'Ouzbékistan

Projet de diversification et de modernisation  
de l'agriculture

Additif

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session  
Rome, 11-12 décembre 2017

---

Pour: Approbation

# Projet de diversification et de modernisation de l'agriculture

## Additif

L'attention du Conseil d'administration est appelée sur les ajouts et modifications ci-après à apporter au rapport du Président sur le Projet de diversification et de modernisation de l'agriculture (EB 2017/122/R.27). Pour plus de clarté, les modifications apparaissent en caractères gras et les traits de soulignement correspondent aux suppressions.

### Page iv, Résumé du financement

Coût total du projet:	<b>159,6 millions d'USD</b>
Contribution de l'emprunteur:	<b>27,0 millions d'USD</b>
Contribution des bénéficiaires:	<b>19,5 millions d'USD</b>

### Pages 2 et 3, paragraphe 8

Le paragraphe est modifié comme suit:

"Bénéficiaires. Le projet devrait toucher directement environ 75 000 ménages, et indirectement environ 21 000 bénéficiaires. Cela inclut notamment 11 000 ménages bénéficiant de prêts et de formation et 54 000 fournisseurs supplémentaires environ des entités pilotes bénéficiant de prêts dans le cadre du projet. De plus, 10 000 emplois à temps plein seront créés grâce au renforcement des activités économiques des entités pilotes. \_\_\_ Dans la première phase, le projet devrait toucher directement 30 000 ménages et bénéficier indirectement à environ 10 000 personnes. Il s'agit de 5 000 ménages bénéficiant de prêts et de formations, d'environ 20 000 fournisseurs supplémentaires des entités pilotes bénéficiant de prêts au titre du projet, ainsi que d'environ 4 000 emplois équivalents temps plein supplémentaires créés par les activités économiques supplémentaires des entités pilotes."

### Page 3, paragraphe 11

La dernière phrase est modifiée comme suit:

"Trois activités seront mises en œuvre afin de créer un environnement commercial favorable aux agro-entreprises: i) cartographie de chaînes de valeur fondée sur les résultats d'études de marché rapides sur les petits ruminants, les pêcheries, la sériciculture et l'apiculture menées pendant la phase de conception; ii) études de marché rapides de sous-secteurs supplémentaires; iii) préparation de plans de développement des chaînes de valeur qui serviront de feuilles de route des entités pilotes."

### Page 3, paragraphe 12

Le paragraphe est modifié comme suit:

"Composante 2: Finance rurale accessible à tous. Cette composante aura pour effet direct d'accroître la productivité et l'efficacité des petits exploitants ciblés, en permettant aux acteurs des chaînes de valeur d'augmenter leurs investissements dans les plus rentables d'entre elles \_\_\_\_\_. Le projet permettra d'apporter un soutien au Fonds national pour l'appui au développement des activités commerciales en proposant aux petits exploitants et aux entrepreneurs ruraux qui n'ont pas de garantie acceptable, des garanties de crédit offrant une couverture

partielle des risques connexes. Il prévoit également une collaboration avec les banques disposées à accorder des prêts aux agriculteurs des régions cibles (et qui répondent aux critères d'éligibilité du projet) pour faciliter l'accès des exploitants et des agro-entreprises au financement. Enfin, cette composante établira un guichet de crédit \_\_\_ pour les jeunes qui n'ont pas accès à des instruments de prêt abordables et souples. Les banques pourront fixer librement les taux d'intérêt ce qui leur permettra d'offrir des services durables aux bénéficiaires du projet. Un processus concurrentiel permettra de choisir les banques offrant les meilleures conditions. Le résultat sera mesuré par l'indicateur suivant: risque du portefeuille des IFP inférieur à 5%."

Pages 3 et 4, paragraphe 13

La première phrase est modifiée comme suit:

"L'objectif de cette composante est d'éliminer les obstacles à la fiabilité d'un système d'irrigation qui empêchent les \_\_\_ dekhans et les petits exploitants \_\_\_ d'améliorer la diversification et l'efficacité de l'agriculture dans les chaînes de valeur sélectionnées."

Page 4, paragraphe 14

La deuxième phrase est modifiée comme suit:

"Cette approche aura essentiellement pour finalité d'analyser chaque étape de la chaîne de valeur et d'investir dans \_\_\_ les besoins susceptibles d'améliorer la productivité, la productivité, la rentabilité et la compétitivité des acteurs de la chaîne de valeur, en particulier les paysans dekhans."

Page 4, paragraphe 15

La dernière phrase est modifiée comme suit:

"Le projet favorisera également la coordination avec des projets financés par \_\_\_ d'autres donateurs, en particulier ceux gérés par l'Agence de restructuration rurale, basée sur un flux d'informations fluide et un dialogue ouvert, afin de tirer parti des synergies et d'éviter les activités redondantes."

Page 4, paragraphe 16

Le paragraphe est modifié comme suit:

"Le Ministère de l'agriculture et des ressources en eau assumera la responsabilité générale de la gestion du projet pour le compte du gouvernement. La supervision courante incombera à une unité de gestion du projet, \_\_\_ qui relèvera de l'Agence de restructuration rurale, un organisme public du Ministère de l'agriculture et des ressources en eau. La supervision générale de la gestion incombera à un conseil inter-institutionnels pour la coopération avec les institutions financières internationales, les gouvernements étrangers et les pays donateurs mettant en œuvre des projets d'investissement à grande échelle. \_\_\_."

Pages 4 et 5, paragraphe 17

Le paragraphe est modifié comme suit:

"L'unité de gestion du projet sera dirigée par un directeur de projet et comprendra: un chef comptable, un responsable de la passation des marchés, \_\_\_ un responsable de la finance rurale et des questions liées à la jeunesse, un assistant administratif \_\_\_ et un chauffeur. Le projet fera appel au personnel juridique du Projet de développement des filières laitières. De plus, le projet s'appuiera sur les services de spécialistes nationaux et internationaux de différents domaines. Dès la première année, une équipe d'exécution du projet sera mise en place dans l'une des régions (la région, choisie par les autorités publiques, sera probablement la région de Namangan). L'équipe sera composée comme suit: un coordinateur régional (spécialiste des entreprises et des chaînes de valeur), trois

responsables de la finance rurale et des questions liées à la jeunesse, un ingénieur, \_ un spécialiste en suivi-évaluation (S&E) et un chauffeur. Des coordinateurs régionaux seront recrutés pour coordonner les activités du projet dans les autres régions. L'équipe d'exécution du projet sera chargée de la mise en œuvre quotidienne de tous les aspects du projet, à l'exception de l'administration financière et de la passation des marchés, qui seront gérées par l'unité de gestion du projet au sein de l'Agence de restructuration rurale."

Page 7, paragraphe 28

Le paragraphe est modifié comme suit:

"Coût du projet. On estime à environ 159,6 millions d'USD (1 291 milliards d'UZS) le montant total de l'investissement et des coûts supplémentaires de fonctionnement du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers. Les imprévus techniques et hausses de prix représentent 1% du coût total du projet. Cela tient en grande partie au fait que les investissements associés à la finance rurale (somme forfaitaire sans provision pour aléas) représentent environ 88% du total des coûts du projet. La part en devises est estimée à 112,4 millions d'USD, soit 70% du coût total du projet. Cela tient au fait que l'essentiel du financement du projet consiste en lignes de crédits qui permettront aux bénéficiaires d'acquérir des actifs utiles à la production locale et au financement de l'exportation de leurs produits. \_\_\_\_ La contribution publique, principalement sous forme de taxes, représente 17% du coût total, soit 27,0 millions d'USD. Les coûts de gestion du projet représentent environ 1,4% du coût total du projet (2,2 millions d'USD). Le tableau 1 présente un résumé du plan de financement par composante."

Pages 7 et 9, paragraphe 29

Le paragraphe est modifié comme suit:

"Le projet sera financé par diverses sources, notamment un prêt du FIDA, un don du FIDA, l'État, les bénéficiaires et les IFP. Le prêt du FIDA au titre du cycle 2016-2018 du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), d'un montant total de 46,2 millions d'USD, couvrira 29% du coût du projet et contribuera à: 37% de la composante Développement de chaînes de valeur inclusives (composante 1: 10,8 millions d'USD au total); 28% de la composante Finance rurale accessible à tous (composante 2: 141,8 millions d'USD); 21% de la composante Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques (composante 3: 5,3 millions d'USD); et 62% de la composante Gestion du projet (composante 4: 2,2 millions d'USD). De plus, le FIDA accordera un don de 300 000 USD pour couvrir une partie de la formation et l'assistance technique internationale fournies dans le cadre de la composante 1 et l'assistance technique au Ministère de l'agriculture et des ressources en eau dans le cadre de la composante 2. L'État exonérera de taxes toutes les dépenses afférentes au projet, notamment toutes celles concernant les biens et services achetés avec les prêts générés par les lignes de crédit financées par le projet, et le fonds social pour le personnel. \_\_\_\_ La contribution publique, principalement sous forme de taxes, représente 17% du coût total, soit 27,0 millions d'USD. Les IFP devraient contribuer à hauteur de 19,5 millions d'USD en contrepartie aux fonds mis à disposition par le projet. Les bénéficiaires apporteront au moins 19,5 millions d'USD. Le déficit de financement de 47 millions d'USD pourra être financé par des cycles ultérieurs du SAF (à des conditions de financement restant à définir et sous réserve de procédures internes et de leur approbation ultérieure par le Conseil d'administration) ou par un cofinancement trouvé en cours d'exécution."

Page 8, tableau 1

Le tableau est remplacé par le suivant:

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Déficit de financement		État		IFP		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement de chaînes de valeur inclusives														
1.1 Environnement commercial propice à des chaînes de valeur inclusives	52	14,8	82	23,3	159	45,2	59	16,7	-	-	-	-	352	0,2
1.2 Renforcement des capacités des parties prenantes des chaînes de valeur	3 918	37,4	125	1,2	4 519	43,1	1 911	18,2	-	-	7	0,1	10 480	6,6
Sous-total 1. Développement de chaînes de valeur inclusives	3 970	36,7	207	1,9	4 678	43,2	1 969	18,2	-	-	7	0,1	10 831	0,1
2. Finance rurale accessible à tous														
2.1 Mécanisme de garantie en milieu rural	1 000	10,1	-	-	6 935	69,8	2 000	20,1	-	-	-	-	9 935	6,2
2.2 Lignes de crédit pour la diversification et la modernisation de l'agriculture	33 712	28,3	93	0,1	26 538	22,3	19 869	16,7	19 543	16,4	19 466	16,3	119 214	74,7
2.3 Ligne de crédit pour les jeunes	5 000	41,7	-	-	5 000	41,7	2 000	16,7	-	-	-	-	12 000	7,5
Sous-total 2. Finance rurale accessible à tous	39 712	28,1	93	0,1	38 473	27,3	23 869	16,9	19 543	13,8	19 466	13,8	141 149	88,5
3. Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques														
3.1 Modernisation des systèmes d'irrigation	1 109	21,2	-	-	3 260	62,2	874	16,7	-	-	-	-	5 243	3,3
3.2 Renforcement des capacités des ACE	37	37,3	-	-	46	46,0	17	16,7	-	-	-	-	100	0,1
Sous-total 3. Infrastructure rurale résiliente face aux changements climatiques	1 146	21,5	-	-	3 305	61,9	890	16,7	-	-	-	-	5 342	3,3
4. Gestion du projet														
4.1 Unité de gestion du projet	800	62,9	-	-	275	21,6	198	15,5	-	-	-	-	1 273	0,8
4.2. Équipe d'exécution du projet	572	59,9	-	-	269	28,2	114	11,9	-	-	-	-	955	0,6
Sous-total 4. Gestion du projet	1 372	61,6	-	-	544	24,4	312	14,0	-	-	-	-	2 228	1,4
Total	46 200	29,0	300	0,2	47 000	29,1	27 041	16,9	19 543	12,2	19 466	12,2	159 550	100,0

Page 9, tableau 2

Le tableau est remplacé par le suivant:

Catégorie	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Déficit de financement		État		IFP		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Équipement et biens	2 448	39,4	-	-	2 718	43,8	1 035	16,7	-	-	7	0,1	6 208	3,9
2. Travaux de génie civil	1 513	26,0			3 192	54,8	1 123	19,3	-	-	-	-	5 828	3,7
3. Véhicules	82	75,0					27	25,0					109	0,1
4. Assistance technique														
Assistance technique internationale	494	43,0	46	4,0	418	36,4	192	16,7			-	-	1 150	0,7
Assistance technique nationale	600	20,5	254	8,7	1 486	50,8	500	17,1	85	2,9			2 925	1,8
Sous-total - Assistance technique et études	1 094	26,8	300	7,4	1 904	46,7	692	17,0	85	2,1			4 075	2,6
5. Formation	251	36,8			317	46,5	114	16,7					682	0,4
6. Financement de chaînes de valeur inclusives														
Financement de garantie	1 000	10,1			6 935	69,8	2 000	20,1					9 935	6,2
Ligne de crédit pour la diversification et la modernisation de l'agriculture	33 712	28,4			26 444	22,2	19 815	16,7	19 458	16,4	19 458	16,4	118 888	74,5
Ligne de crédit pour les jeunes	5 000	41,7			5 000	41,7	2 000	16,7					12 000	7,5
Sous-total - financement de chaînes de valeur inclusives	39 712	28,2			38 379	27,3	23 815	16,9	19 458	13,8	19 458	13,8	140 823	88,3
Coût total d'investissement	45 100	28,6	300	0,2	46 510	29,5	26 805	17,0	19 543	12,4	19 458	12,3	157 725	98,9
7. Salaires	746	68,9			337	31,1							1 084	0,7
Exploitation & entretien	111	54,8			58	28,6	34	16,7					203	0,1
Coûts de fonctionnement	243	45,0			95	17,6	202	37,4					539	0,3
Total - Charges récurrentes	1 100	60,3			490	26,8	235	12,9					1 825	1,1
<b>Total</b>	<b>46 200</b>	<b>29,0</b>	<b>300</b>	<b>0,2</b>	<b>47 000</b>	<b>29</b>	<b>27 041</b>	<b>16,9</b>	<b>19 543</b>	<b>12,2</b>	<b>19 465</b>	<b>12,2</b>	<b>159 550</b>	<b>100,0</b>